

Avis adopté

Séance plénière du 12 février 2025

De la banalisation de la violence verbale au discours de haine. Décrypter, mieux agir pour restaurer le lien social.

Déclaration du groupe Agriculture

La violence verbale est un échec de l'échange et elle touche malheureusement tout le monde, toutes les catégories sociales, tous les âges, toutes les professions. On pourrait regretter que cet avis ait adopté un angle réduit de la question des violences verbales alors que les groupes avaient été appelés à remplir un questionnaire pour évaluer l'ampleur des difficultés.

Les organisations du groupe de l'agriculture, représentant les agriculteurs, les chasseurs et les forestiers, y ont répondu très sérieusement. Leurs réponses sont à la fois inquiétantes et intéressantes. Tous font état d'une violence inouïe : insultes en place publique, cyberharcèlements anonymes, tags sur les murs des hangars agricoles, destruction des installations de chasse, ... les exemples sont légion. Le groupe regrette que la matière fournie par les questionnaires n'ait pas été utilisée dans l'avis.

Tous font état du stress et des souffrances psychologiques endurées par les victimes et leurs familles et appellent de leurs vœux une meilleure prise en compte des violences, d'une possibilité de les recenser et surtout de mieux sensibiliser et d'informer des conséquences, parfois dramatiques, sur les victimes. En effet, ce sont ces violences qui contribuent parfois à des gestes ultimes, trop fréquents dans la profession agricole.

Le groupe rejoint à ce titre les préconisations 1 et 2.

S'il faut condamner et s'élever contre cette violence, il faut tâcher de la comprendre pour mieux la faire disparaître. Cette violence verbale, diffusée dans l'ensemble de la société, est le symptôme d'un malaise général, celui d'une incapacité à dialoguer, de lacunes sur la culture du débat, d'une impossibilité à accepter l'autre, d'un refus de comprendre les différences. C'est le signe d'un manque d'esprit collectif.

La solution à ces violences c'est de retrouver la capacité à vivre ensemble, de savoir mettre au-dessus des intérêts individuels, les intérêts collectifs et d'accepter que si l'on peut avoir raison dans les opinions et les causes que l'on défend, d'autres points de vue sont peut-être valables et doivent être entendus au bénéfice de la construction du « faire société ».

La solution, c'est de renforcer les lieux d'un dialogue apaisé et d'un débat mesuré comme doit l'être notre assemblée.

Le groupe a regretté que toutes les violences n'aient pas été traitées par cet avis mais a voté pour.